

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CONF.14/SR.5  
16 juin 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM  
COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CINQUIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le Jeudi 28 mai 1953, à 15 heures.

SOMMAIRE

- Recevabilité d'un amendement à la section 12 du projet de protocole, présenté par le représentant de la Suisse (E/CONF.14/L.20, E/CONF.14/L.3, E/CONF.14/SR.3).

<u>Président</u> :	M. LINDT	Suisse
<u>Secrétaire exécutif</u>	M. YATES	
<u>Secrétaire administratif</u> :	M. PASTUHOV	

53-15930

RECEVABILITE D'UN AMENDEMENT A LA SECTION 12 DU PROJET DE PROTOCOLE, PRESENTEE PAR LE REPRESENTANT DE LA SUISSE (E/CONF.14/L.20, E/CONF.14/L.3, E/CONF.14/SR.3).

Le PRESIDENT invite la Conférence à décider si l'amendement à la section 12 du projet de protocole, présenté par le représentant de la Suisse (E/CONF.14/L.20), est contraire à la résolution (E/CONF.14/L.3) qu'elle a adoptée le 13 mai à sa troisième séance (E/CONF.14/SR.3).

M. VAILLE (France) ne met pas en doute la sincérité des intentions du représentant de la Suisse, dont les initiatives ont été précieuses à la Conférence, mais estime que la proposition de ce représentant marque un recul par rapport aux conventions en vigueur, aux décisions de la Commission des stupéfiants entérinées par le Conseil économique et social, ainsi qu'à celles de la Commission principale de la Conférence. Si la lutte contre le trafic illicite est peu efficace, c'est surtout parce que les organes de contrôle ne sont pas armés de pouvoirs suffisants. A l'embargo, automatique dans certaines conditions, et sans appel, la proposition du représentant de la Suisse substitue de simples possibilités d'embargo. Elle atténue la rigueur des sanctions dans le domaine de l'opium, où des sanctions rigoureuses sont le plus nécessaires. Le projet de convention unique, en conférant à l'Organe de contrôle le pouvoir de mettre un embargo illimité, désire que cet organe ait le courage d'assumer pleinement ses responsabilités. Le représentant de la France souhaite que la Conférence maintienne la décision qu'elle a prise de se borner à l'étude du projet de protocole.

Le PRESIDENT invite les représentants à limiter leurs observations à la question de procédure qui leur est soumise. Il donne lecture de la résolution adoptée par la Conférence le 13 mai 1953 (E/CONF.14/L.3).

M. NIKOLIC (Yougoslavie) estime que l'amendement de la Suisse au projet de protocole est incompatible avec la résolution adoptée.

M. WALKER (Royaume-Uni) rappelle que la Conférence est souveraine et qu'elle ne doit pas se laisser influencer dans ses travaux par les décisions d'autres organes. Il se félicite que la discussion de procédure donne l'occasion de rappeler ce principe. L'amendement du représentant de la Suisse, bien que présenté tardivement, est parfaitement recevable.

M. MAY (Comité central permanent de l'opium) suggère que le représentant de la Suisse retire son amendement et présente des amendements partiels lorsque le débat portera sur l'embargo.

M. RENBORG (Observateur de la Suède) reconnaît sans réserve au représentant de la Suisse le droit de présenter son amendement et d'en demander la discussion. Cet amendement n'est pas en opposition avec la résolution lue par le Président.

M. KRISHNAMOORTHY (Inde) déclare que l'examen de l'amendement du représentant de la Suisse et le respect de la résolution adoptée par la Conférence ne sont nullement incompatibles.

M. VAN MUYDEN (Suisse) regrette que les engagements qu'il a pris envers plusieurs délégations sur le début de son amendement l'empêchent de retenir la suggestion faite par M. May.

M. ANSLINGER (Etats-Unis d'Amérique) regrette que le représentant de la Suisse ait tant tardé à présenter son amendement. Si la Commission principale examine ce texte, il se verra dans l'obligation d'y présenter de nombreux amendements, ce qui retardera considérablement les travaux, sans aucune nécessité et sans profit réel.

M. QUINTERO (Philippines) ne voit pas d'incompatibilité entre l'examen de l'amendement du représentant de la Suisse et l'application de la résolution adoptée par la Conférence.

M. JOUBLANC-RIVAS (Mexique) demande quel serait le sort de la décision prise au sujet de l'alinéa 1 b) de l'article 26 du projet de convention unique au cas où la Conférence déciderait de discuter l'amendement du représentant de la Suisse et où cet amendement serait rejeté.

M. VAILLE (France) souligne que la proposition du représentant de la Suisse n'est pas un amendement au sens de l'article 31 du règlement intérieur (E/CONF.14/13), car elle ne comporte pas "simplement" une addition, une suppression ou une modification intéressant une "partie" de la proposition en discussion. Une interprétation abusive du règlement ne pourrait qu'entraver le

cours normal des travaux de la Conférence. D'autres délégations, en particulier celle de la France, se verront contraintes de présenter des amendements à son amendement et il ne pourra en résulter que de la confusion. M. Vaille annonce que la délégation française s'abstiendra cependant lors du vote sur la question de procédure et se soumettra à la décision de la Conférence.

M. WOULBROUN (Belgique) demande que, par déférence pour le Président de la Commission principale, à la compétence duquel la Conférence doit en partie les progrès rapides de ses travaux, la Conférence ne mette pas en cause la décision qu'il a prise. Le projet du représentant de la Suisse diffère par trop de la section 12 pour qu'on puisse le considérer comme un amendement au sens de l'article 31 du règlement intérieur. M. Woulbroun propose de charger le Comité de rédaction d'en retenir tous les éléments utiles. Il reconnaît volontiers que la Conférence est souveraine et n'est pas liée par les décisions de la Commission des stupéfiants, bien qu'elle ait intérêt à en tenir le plus grand compte.

M. YEHIA (Egypte) juge incontestable le droit du représentant de la Suisse de présenter son projet et d'en demander la discussion. Cependant, ce projet n'est pas un amendement et, si la Conférence en décidait autrement, il conviendrait de discuter tout d'abord l'amendement des Etats-Unis, qui a été déposé le premier.

M. SHEBEA (Liban) rappelle qu'une décision a été prise au sujet des alinéas 1 a) et 1 b) de l'article 26 du projet de convention unique. Accepter de discuter l'amendement de la Suisse serait remettre en cause une décision prise par la Commission principale, mais la Conférence plénière possède évidemment ce pouvoir.

M. HAMDANI (Pakistan) considère que l'amendement du représentant de la Suisse n'est pas incompatible avec la résolution de la Conférence, mais il demande qu'on ne revienne pas sur les décisions prises la veille à l'unanimité par la Commission principale.

M. NIKOLIC (Yougoslavie) estime que le projet de la Suisse est un amendement aux dispositions relatives à l'embargo et non aux dispositions relatives à l'enquête, puisqu'il ne fait pas mention de l'enquête.

M. USHIROKU (Japon) est d'avis que le Président peut décider si un projet est un amendement. Si un représentant conteste le bien-fondé de sa décision, il a la faculté de demander qu'elle soit mise aux voix. Il demande l'ajournement au lendemain du débat sur le fond.

M. GHORBAL (Egypte) estime que le projet du représentant de la Suisse, qui remplace tout le texte de la section 12, n'est pas un amendement à la section 12, mais qu'on pourrait le considérer comme un amendement aux parties de la section 12 qui n'ont pas encore été discutées.

Le PRESIDENT, répondant aux observations du représentant du Mexique, rappelle qu'aux termes de l'article 25 du règlement intérieur "lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau au cours de la même session, à moins que la Conférence n'en décide ainsi, à la majorité des deux tiers des délégations présentes et prenant part au vote". Il relit la résolution adoptée le 13 mai par la Conférence et met aux voix la question de savoir si l'amendement du représentant de la Suisse est compatible avec cette résolution.

Par 15 voix contre 2, avec 8 abstentions, il est décidé que l'amendement du représentant de la Suisse (E/CONF.14/L.20) est compatible avec la résolution (E/CONF.14/L.3) adoptée par la Conférence à sa troisième séance.

La séance est levée à 15 heures 45.